

Déclaration finale

Parce que nous croyons à la force de l'action commune, nous, participants et participantes au deuxième Forum alternatif mondial de l'eau, réaffirmons notre solidarité avec tous ceux et celles qui sur nos différents continents souffrent des conséquences des problèmes dont nous avons débattu pendant trois jours.

Chaque atelier a travaillé à définir des moyens d'action pour atteindre les objectifs sur lesquels un consensus s'était dégagé lors du premier Forum alternatif mondial de l'eau en 2003 à Florence, à savoir:

- le droit à l'eau en tant que droit humain,
- le statut de l'eau en tant que bien commun,
- le financement collectif de l'accès à l'eau,
- la gestion démocratique de l'eau à tous les niveaux.

Ces propositions, que nous retrouverons dans les documents de travail de chaque atelier, sont diversifiées comme l'est notre monde. Elles sont des outils que nous partageons et non un programme contraignant.

Il s'est également dégagé de tous les ateliers, de manière transversale, une priorité très claire. **Il faut exclure l'eau de la sphère du commerce et des règles du marché**, particulièrement:

- des accords de commerce multilatéraux ou bilatéraux
- des institutions financières internationales.

Il nous faut donc **exiger un statut pour l'eau au plan mondial** qui permettra:

- de prendre en compte la globalité du cycle de l'eau
- d'en empêcher l'appropriation par qui que ce soit
- d'en garantir la responsabilité collective
- d'assurer sa gestion et son contrôle par une autorité publique fondée sur un pouvoir politique légitime, soumis aux règles de la démocratie.

Pour cela nous devons le définir et former, informer et sensibiliser les citoyens et citoyennes sur l'importance de ce statut qui nous permettra de développer largement une coopération solidaire publique-publique.

Il nous apparaît indispensable que le comité organisateur de FAME 2005, que nous remercions chaleureusement de son immense travail, assure les relais nécessaires pour qu'un suivi adéquat donne toute sa dimension et toute sa portée au travail collectif qui nous attend.

Genève, le 19 mars 2005